

l'Intercolonial de précieux tributaires, qui prendraient infiniment plus d'importance si, après en avoir fait l'acquisition, on les mettait en état de fonctionner été comme hiver, de façon que les citoyens pussent compter sur un bon service ininterrompu. Voilà ce que le ministre devrait avoir à cœur de faire, après cet engagement du premier ministre, engagement que le cabinet actuel a de tous points négligé de remplir, au grand désappointement des citoyens. Ils s'étaient fiés à cette promesse, dont l'inexécution leur cause un vif déplaisir. Il faut qu'un acte de justice vienne de quelque part, mais je ne sais trop d'où il pourra venir. Un changement de ministère amènerait, j'en suis sûr, l'accomplissement d'une obligation que la Chambre a prise elle-même autrefois. Le public désespère de jamais obtenir justice à cet égard du présent Gouvernement, mais il persiste, je crois, à compter sur cette promesse qui lui a été donnée et par le Gouvernement et par le Parlement.

L'hon. M. COCHRANE: Je ne me rappelle aucun temps où, depuis que je suis ministre, le Parlement se soit engagé à faire ce qu'on vient de dire.

Le Parlement, il est vrai, a adopté une loi concernant les embranchements; mais cela ne le lie pas obligatoirement à l'achat de tous les chemins de fer. Quelques-uns de ces embranchements au lieu d'être des affluents, sont plutôt des vaches laitières. Ils sont presque tous à reconstruire, et la construction de nouvelles lignes ne coûterait guère plus cher que les réfections de ces lignes.

L'hon. M. PUGSLEY: Qu'entend dire le ministre par "vaches laitières"? Veut-il assimiler ces lignes à des vaches qui donnent de bon lait? Il semblerait que c'est l'Intercolonial qui soutire le lait à ces embranchements.

L'hon. M. COCHRANE: Je ne le pense pas ainsi. Nous ne nous ingérons nullement dans leurs tarifs.

L'hon. M. PUGSLEY: Ce sont les voyageurs que vous soignez.

L'hon. M. COCHRANE: Nullement. Ce n'est pas là une question à soulever en temps de guerre, alors que nous dépensons un million par jour.

L'hon. M. PUGSLEY: Et la loi des routes de grande communications?

L'hon. M. COCHRANE: C'est à bon droit que ce projet de loi des grandes routes est proposé. Si la guerre cesse, nous aurons

[L'hon. M. Pugsley.]

beaucoup de besogne pour les soldats de retour au pays.

Une VOIX: A casser la pierre.
(Exclamations.)

M. GERMAN: Et que devient le chemin de fer de Québec au Saguenay dont le Gouvernement a fait l'acquisition, longtemps après la début de la guerre?

L'hon. M. COCHRANE: L'achat de ce chemin de fer avait été décidé avant la guerre.

M. GERMAN: Et le paiement de ce million aux porteurs d'obligations du Québec-Saguenay alors qu'ils n'avaient pas droit, dit-on à la moitié de ce million?

L'hon. M. COCHRANE: Nous ne leur avons pas versé cet argent.

M. GERMAN: Vous avez déposé un projet de loi tendant à le leur payer.

M. CARVELL: Je tiens à soulever une autre question touchant les lignes d'embranchement, même en temps de guerre. Le ministre a beau nous dire que nous sommes en temps de guerre et qu'il ne saurait être question de construire des chemins de fer aujourd'hui, cela ne l'a pas empêché de faire voter \$3,000,000 de crédits affectés à des dépenses autour du pôle nord, pour ce qu'on appelle le chemin de fer de la baie d'Hudson.

L'hon. M. COCHRANE: Votre collègue et voisin (M. Oliver) se fera défenseur de cette dépense.

M. CARVELL: Cela ne change absolument rien ni à la latitude à laquelle se construit le chemin de fer ni au fait que le ministre y consacra ces millions.

L'hon. M. COCHRANE: Les partis s'étaient engagés à construire ce chemin de fer, avant mon entrée au ministère.

M. CARVELL: Ils s'étaient également engagés à la construction des lignes d'embranchements. Le ministre met cavalièrement au rancart la politique adoptée par les deux partis au sujet de ces embranchements; mais ce chemin de fer du Pas à la baie d'Hudson, le ministre veut le construire à tout prix. Il est possible que les deux partis se soient engagés à l'exécution de ce projet, mais pour mon propre compte, je m'en lave les mains.

L'hon. M. COCHRANE: L'entreprise a été adjugée, avant mon entrée au ministère.

M. CARVELL: C'est possible, mais je m'en lave les mains. On avait pris un autre engagement touchant un chemin de fer